

EDUCATION à LA VIE

AFFECTIVE & SEXUELLE

DES CHANTIERS PROMETTEURS



Dans une société baignée de « culture porno » et de stéréotypes de sexe, l'éducation à la vie affective et sexuelle est une urgence rappelée aussi bien par les instances internationales (OMS, Unesco, ONU) que nationales (Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les hommes, défenseur des droits, secrétariat aux droits des femmes). Et la loi du 13 avril 2016 intègre la prévention de l'exploitation sexuelle dans les cours d'éducation à la vie affective et sexuelle.

Ces séances, prévues par la loi depuis 2001, restent réduites à un saupoudrage. Le gouvernement a donc décidé à l'été 2018 de faire enfin appliquer cette loi vieille de 20 ans parce qu'« il est important d'aborder la question de l'égalité entre les filles et les garçons, qui est une valeur fondamentale de notre République ».

Le sujet est capital. Le Mouvement du Nid en sait quelque chose, lui qui est impliqué dans la prévention depuis les années 90 et mesure le manque criant d'infos sur la sexualité. La plupart de ses délégations interviennent dans les collèges et lycées où elles rencontrent plus de 20 000 jeunes à qui elles délivrent, au delà de la prévention de la prostitution, un message d'égalité et de respect de l'autre.

Les demandes, de plus en plus nombreuses, émanent principalement des infirmières scolaires et des assistantes sociales qui se sentent désarmées face à des conduites pré-prostitutionnelles ou même prostitutionnelles, au cyberharcèlement et aux chantages à caractère sexuel, aux comportements sexuels à risques, à la consommation de pornographie, aux violences sexuelles... La prévention de la prostitution entre aujourd'hui dans les préoccupations des personnels au contact avec les jeunes.

Le Mouvement du Nid intervient en milieu scolaire et aussi dans toutes les manifestations à destination des jeunes : forums, actions santé et citoyenneté, lutte contre le sida, foyers de jeunes travailleurs, etc. Dans le cadre de ces actions, le Mouvement du Nid adopte une posture pédagogique et non militante.

- dossier réalisé par Claudine Legardinier et Benoît Kermorgant

Nous n'aurions pas pu réaliser ce dossier sans les contributions des délégations départementales du Mouvement du Nid impliquées dans la prévention. Pour des raisons de lisibilité, nous ne les avons pas toutes citées... nous leur disons un grand merci pour leurs précieux éclairages.

PROTÉGER LA SANTÉ, PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ

Plusieurs textes réglementaires régissent l'éducation à la vie affective et la sexualité à l'école, le premier d'entre eux étant la circulaire Fontanet de 1973, qui recommande aux établissements d'aborder le sujet (sans que cela soit obligatoire). En 1985, la circulaire Chevènement introduit l'éducation sexuelle à l'école primaire.

La loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception rend obligatoire une information et une éducation sexuelles dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles.

UNE DÉMARCHE FONDATRICE POUR L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES

La circulaire du 17 février 2003 relative à l'éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées, précise que l'éducation à la sexualité s'inscrit dans une démarche de santé publique (contraception, IST) et répond également à des problématiques concernant les relations entre garçons et filles, les violences sexuelles, la pornographie ou encore la lutte contre les préjugés sexistes ou homophobes. Ambition réaffirmée dix ans plus tard par la Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif.

La loi du 13 avril 2016 recommande d'intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle sous toutes ses formes et la promotion de l'égalité femmes/hommes dans les cours d'éducation à la vie affective et sexuelle.

La circulaire du 12 septembre 2018 rappelle l'obligation posée par la loi de 2001 d'organiser les trois séances annuelles. Elle parle d'une « démarche éducative transversale et progressive qui vise à favoriser l'estime de soi, le respect de soi et d'autrui, l'acceptation des différences, la compréhension et le



« Si on s'habille trop court on est une pute, si on s'habille trop long on est coincée, si on s'habille normal on est quand même jugée de toute façon. Tout le temps, tout le temps on est critiquées ! »

Une lycéenne .../...

LE SIGNALEMENT, UNE DÉMARCHE VITALE

Toute personne – il n'est pas nécessaire d'être un.e professionnel.le – ayant connaissance ou soupçonnant qu'un mineur est prostitué, doit signaler son cas afin qu'il ou elle obtienne une protection. On peut procéder par courrier auprès d'une assistante sociale ou d'un médecin, auprès de la police, des services de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) ou, en cas d'extrême gravité, auprès du procureur de la République. On peut aussi téléphoner au 119. La transmission de l'information est faite à l'ASE du département ou, en cas d'urgence, au procureur de la République. Si les faits sont observés sur Internet, il existe un service de télé-signalement [internet-signalement.gouv.fr] prévu pour avertir les services de police et de gendarmerie.

La loi oblige tout.e professionnel.le en exercice (professeur, médecin, etc.) qui constate que « la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur sont gravement compromises », à le signaler aux services administratifs (Conseil Départemental) ou judiciaires (Procureur de la République).

respect de la loi et des droits humains, la responsabilité individuelle et collective, la construction de la personne et l'éducation du citoyen. Elle s'adapte à chaque âge et à chaque niveau. »

RISQUE PROSTITUTIONNEL : UNE PRÉOCCUPATION LÉGITIME

La prostitution, en tant que violence sexiste et sexuelle, mérite toute l'attention des animateurs/trices des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle, d'autant qu'elle constitue également au niveau sociétal un obstacle à l'égalité femmes-hommes. Les établissements, d'ailleurs, ne s'y trompent pas et sont de plus en plus demandeurs d'interventions abordant cette question, les équipes socio-éducatives s'alarmant de la hausse du proxénétisme ciblant de très jeunes filles et recrutant parfois de l'intérieur même des cercles de sociabilité des jeunes : camarades de classe, réseaux sociaux... En décryptant les logiques sociales, les facteurs

socio-économiques et les vulnérabilités individuelles qui créent un risque prostitutionnel, une telle intervention permet d'alerter les jeunes sur les pièges des proxénètes (faux « petit ami » ou offres d'emplois trompeuses, pressions diverses...) et de lutter contre la banalisation qui en ferait une « activité » sans grand danger, alors que ses conséquences, d'une extrême gravité, compromettent leur avenir.

Preuve de la pertinence de cette approche, les délégations du Mouvement du Nid sont sollicitées hors du strict cadre des établissements scolaires, pour des actions variées dans le domaine de l'éducation à la vie affective et sexuelle et la citoyenneté : forums et autres événements de prévention, programmes de réinsertion destinés aux jeunes adultes, travail en collaboration avec d'autres acteurs de la prévention, comme la délégation de l'Essonne qui agit avec le Comité Départemental de la Coordination des actions d'Éducation à la Santé et à la Sexualité.



Le Mouvement du Nid n'intervient pas qu'en milieu scolaire mais aussi dans toutes les manifestations traitant de santé et de citoyenneté. Pour découvrir l'ensemble de nos actions de prévention, rendez-vous sur le site de l'association : www.mouvementdunid.org.

LE MOUVEMENT DU NID, ACTEUR DE L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

Agréé par le Ministère de la Jeunesse et des Sports (2004) et par celui de l'Éducation Nationale (2012), le Mouvement du Nid met en œuvre des séances d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle à la demande des collèves et lycées. L'accueil des établissements est très bon. Certains appellent l'association d'eux-mêmes, d'autres, contactés, se montrent réceptifs, les personnels étant de plus en plus sensibilisés.

S'il a évidemment pour mission de prévenir les risques prostitutionnels, le Mouvement du Nid ne peut le faire en toute logique sans sensibiliser plus largement aux conduites

sexistes, aux violences sexuelles et à la question de l'égalité entre filles et garçons.

Ce qu'il pratique au quotidien depuis les années 90 rejoint les objectifs rappelés par la circulaire Blanquer du 12 septembre 2018, entre autres « sensibiliser les élèves sur des questions sociétales, les droits et devoirs du citoyen, les mésusages des outils numériques et des réseaux sociaux, les risques à une exposition aux images pornographiques, l'exploitation sexuelle, les violences sexistes et sexuelles, l'égalité femmes-hommes, etc. Il s'agit de combattre les préjugés, notamment ceux véhiculés dans

les médias et sur les réseaux sociaux à l'origine de discriminations, stigmatisations et violences. »

DES NORMES ÉCRASANTES

Les actions de prévention des délégations du Mouvement du Nid, portées en général par un noyau de deux à cinq bénévoles, parfois avec l'aide d'un.e salarié.e, sont menées dans les quartiers les plus divers, auprès de toutes les classes sociales. Partout, un même constat : les normes très lourdes qui pèsent sur les jeunes et leur sexualité. « *Il ne faut surtout pas sortir du moule !* », résume une intervenante. Un schéma semble dominer : « *Pour un garçon, il s'agit d'être vierge le moins longtemps possible et pour les filles, c'est le contraire. Un garçon sensible, amoureux, gentil, est un "canard", un faible. Au contraire, une fille a le droit d'être amoureuse et de le montrer parce que c'est une fille.* »

Les filles subissent une double injonction sur le plan physique ; il faut être « *sexy* », mais c'est alors s'exposer à être traitée de « *salope* ». Lors d'une intervention, une jeune fille explose : « *Si on s'habille trop court on est une pute, si on s'habille trop long on est coincée, si on s'habille normal on est quand même jugée. On est tout le temps critiquées !* »

Ces dix dernières années ont vu se banaliser une image glamour ou du moins acceptable de l'exploitation sexuelle, au travers des portraits d'« *escortes* » relayés dans les médias. « *On a vu monter la culture porno jusqu'à sa dimension de consommation de masse puis la banalisation des bordels de La Jonquera, en Catalogne* », dit-on à la délégation des Bouches-du-Rhône. « *Aujourd'hui, le porno transpire dans les échanges des jeunes, autant chez les filles que chez les garçons. C'est devenu leur langage.* » Un langage cru qui fait dire à un intervenant parisien qu'il a bien du mal à parler d'amour et de sentiments : « *le nouveau tabou...* »

Même température à la délégation de l'Hérault : « *L'écart semble se réduire entre les jeunes de l'Hérault et ceux des Pyrénées-*



Deux filles : « Nous, on adore se faire siffler dans la rue ! »
Réaction d'un garçon, stupéfait : « Vous êtes sérieuses ? ! »

Orientales, département où les comportements sont marqués par l'usage des bordels frontaliers de La Jonquera. On sent ceux de l'Hérault touchés à leur tour. »

Les constats du Mouvement du Nid rejoignent un diagnostic pointé par le Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes dans son rapport relatif à l'éducation à la sexualité paru en 2016 : la permanence de « l'androcentrisme », c'est-à-dire la prééminence du point de vue des hommes, du plaisir des hommes, et l'omission complète ou presque du plaisir des femmes. Le Haut Comité pointait par exemple cette caractéristique dans la fameuse exposition « *Le zizi sexuel* » (qui a attiré 340 000 visiteurs depuis 2007), focalisée sur le plaisir masculin et pourtant présentée alors comme une révolution. Heureusement, des filles et garçons sont aussi demandeurs de changement et se montrent eux-mêmes critiques à l'égard de jeux vidéo, de films, séries, pubs, « *trop sexistes* ».

LES CHAMPS D'INTERVENTION DU MOUVEMENT DU NID ET SON ORIGINALITÉ

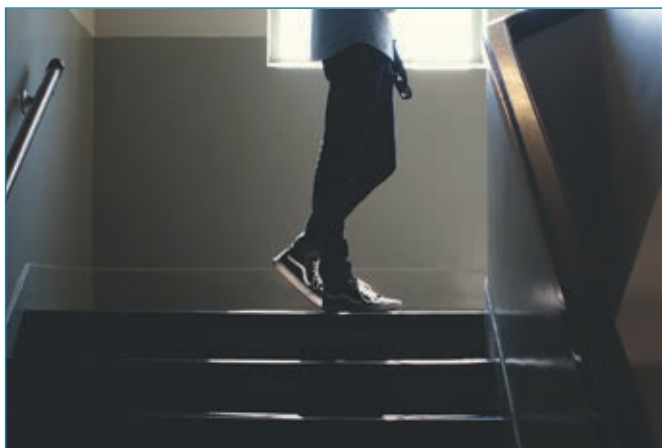
Le premier objectif de l'association est de mettre en avant l'importance de la réciprocité des désirs, de l'égalité dans la relation et de la non-violence pour une sexualité libre et épanouie. Bref, d'éduquer à des relations amoureuses et sexuelles égalitaires et fondées sur le respect de l'autonomie et la réciprocité des désirs sexuels.

La particularité de ces interventions, par rapport à celles organisées par d'autres structures, est d'aborder les stéréotypes dans les relations filles-garçons et de se poser la

question de ce qu'implique une vie affective et sexuelle libre et épanouie, au lieu de s'arrêter à des considérations sanitaires ou à la vague notion de consentement. Et, bien sûr, d'intégrer la thématique prostitutionnelle.

DÈS LA 5ÈME, UN TRAVAIL SUR L'ESTIME DE SOI ET L'ÉGALITÉ

Il est essentiel d'aborder dès le plus jeune âge ce qu'est une bonne estime de soi et les éléments qui peuvent la mettre .../...



« Un garçon explique qu'il va dans les bordels de La Jonquera et qu'il est "gentil" avec les "filles" ». Une jeune fille l'interpelle : « Tu payes et tu crois que ça annule ce que tu lui fais subir ? »

à mal. C'est ce socle qui peut permettre aux jeunes de réagir face aux malveillances, d'où qu'elles viennent, et d'éviter de laisser s'installer malaises et fragilités. Le message délivré est là pour leur permettre d'apprendre à relativiser le jugement des autres, de repérer leurs propres forces et faiblesses, de connaître leur droit à construire leur propre identité... Et de savoir que toute violence, même « seulement » verbale, est inacceptable et doit être signalée.

L'intervention porte également sur les inégalités, notamment sexistes, racistes et homophobes, et sur les raisons de leur maintien. À partir de leur propres expériences et ressentis, on amène les jeunes à décrypter la socialisation différenciée des garçons et des filles, notamment à travers les médias, on travaille sur les stéréotypes de rôles et donc sur le libre choix des activités, qu'elles soient de loisirs ou professionnelles...

RÉAGIR FACE AU (CYBER) HARCÈLEMENT

Comme tout ce qui ne relève pas des coups, qui ne laissent pas de traces physiques, les violences verbales et psychologiques sont rarement perçues par les jeunes comme graves ou pouvant constituer des délits.

Notre mission, dans les collèges notamment, est d'aider les élèves à identifier ces violences en tant que telles, de décoder les stratégies des harceleurs, d'en souligner le caractère sexiste et homophobe, de donner le réflexe de les signaler, en particulier sur les réseaux sociaux. Et, éventuellement, d'expliquer comment protéger sa vie numérique.

LE SENTIMENT AMOUREUX, UN NOUVEAU TABOU

Dès la 4^{ème}, mais aussi en début de lycée, nous insistons pour (re)donner une place aux sentiments, en proposant aux élèves de mettre des mots sur leurs ressentis, leurs émotions.

« *Qu'éprouve-t-on quand cela se passe bien ? Que m'apporte une relation qui se passe dans le respect, dans la confiance, dans l'écoute de l'autre ?* » sont des questions essentielles pour fixer des références positives et permettre ensuite aux élèves subissant des violences de les identifier et d'en parler plus facilement.

Les interrogations dont les adolescent.e.s nous font part (« *Ai-je le droit d'aimer qui je veux ? Comment savoir si je peux faire confiance ?* ») montrent à quel point il peut être difficile de seulement se donner le droit d'être amoureux.

Il s'agit ensuite de réfléchir à ce qu'implique le respect dans la relation, aux droits de chacun.e, à son autonomie de conscience et de décision. Et donc, aux questions touchant le contrôle de l'autre, la jalousie, le chantage affectif...

POUR UNE VIE SEXUELLE LIBRE ET ÉPANOUIE

De façon adaptée au niveau des élèves, et après un rappel sur les IST et la contraception, un temps important est consacré à décrypter certaines représentations problématiques de la sexualité, par exemple la pornographie, que nous définissons comme de l'exploitation sexuelle filmée. Les actes sexuels violents, stylisés par un montage vidéo qui esthétise la domination masculine et le viol, sont compris comme une norme dans la « vraie vie » par bien des jeunes qui ne connaissent pas d'autres sources d'informations sur la sexualité.

Définir la notion de consentement est incontournable. Présenter des situations concrètes où la contrainte n'est pas toujours bien identifiée par les jeunes : chantage, manipulations, emprise, surprise, sidération... Les notions juridiques – harcèlement sexuel, agression sexuelle, viol – sont explicitées. La question du consentement est posée, avec ses subtilités. Est-ce seulement être d'accord ou est-ce désirer vraiment un acte sexuel, et dans les conditions données ? Qu'est ce qu'un acte sexuel qui se passe bien ? Comment sont pris en compte les attentes de chacun.e, les désirs féminins autant que masculins ?

PROSTITUTION : UN ENGRENAGE INSIDIEUX

Longtemps réservée davantage aux lycéen.ne.s qu'aux collégien.ne.s, la thématique de la prostitution est désormais intégrée dès la classe de 4^{ème}, de façon adaptée, en raison de la montée de la prostitution des mineur.e.s.

Aborder le sujet en dernier est une nécessité de forme – impossible de parler de prostitution d'entrée de jeu – mais

aussi de pédagogie. C'est en ayant construit des références positives sur la sexualité, libéré la parole des élèves sur ce qu'est un acte sexuel qui se déroule bien – dans la non-violence, l'écoute, la réciprocité des désirs... – que les violences de la prostitution leur apparaissent comme évidentes.

L'idée de réciprocité des désirs est centrale : un acte sexuel avec quelqu'un qui me m'attire pas, dans un moment ou contexte où je ne le souhaite pas, peut-il bien se passer ? De même, coté « client », avoir un acte sexuel avec quelqu'un qui ne me désire pas, est-ce vraiment satisfaisant ? Les élèves réagissent souvent lorsque nous leur apprenons que beaucoup de « clients » se déclarent peu satisfaits après l'achat d'un acte sexuel, comme l'a révélé une enquête menée auprès d'une centaine de « clients » en 2004 (Saïd Bouamama, *L'homme en question. Le processus du devenir-client de la prostitution*).

Des témoignages d'adolescent.e.s nous permettent d'illustrer les pièges, les violences et le ressenti des victimes, tout en interrogeant la place des « clients ». Le choix des mots est primordial : il n'est pas question de faire peur ni de sidérer mais de démasquer la stratégie des proxénètes et du système prostitueur, et de leur apprendre à les identifier.

Lever les ambiguïtés sur certaines situations est également important, notamment sur le phénomène dit du « *michetonage* ». Pour beaucoup d'entre eux, il ne s'agit que de relations « affectives » intéressées entre filles et garçons du même âge. Ce mot a en réalité un double sens et désigne aussi, et surtout, des actes sexuels que les jeunes filles peuvent troquer auprès d'adultes contre des biens de consommation (vêtements, sacs, portables...) Parfois, le terme dissimule en réalité un proxénétisme bien organisé.

.../...



« Un jour, dans un lycée professionnel, un jeune homme nous a dit qu'il avait discuté avec ses copains sur Facebook suite à notre intervention et que l'un d'eux avait dit qu'il n'irait plus dans les bordels de La Jonquera. Je suis optimiste sur le long terme ».

Un intervenant du Mouvement du Nid

UNE JOURNÉE EN PRÉVENTION

Avec ce récit fictif, mais basé exclusivement sur des faits authentiques, nous vous proposons de vivre une journée en prévention aux côtés d'intervenant.e.s du Mouvement du Nid.

J.-30 : Nous^[1] échangeons avec la Conseillère principale d'éducation de l'établissement pour préparer les groupes de parole et prendre la température du lycée : diversité des milieux sociaux, des cultures, des niveaux... Nous organisons ensuite une présentation de notre intervention auprès des enseignant.e.s, pour qu'ils puissent préparer les élèves.

JOUR J. - 8:00 L'infirmière nous présente les classes que nous allons rencontrer. Données importantes, elle nous informe des cas de violences éventuellement identifiés parmi les élèves. Puis nous allons préparer la salle.

08:30 Accueil des classes. Nous présentons l'intervention aux élèves et le cadre du groupe de parole puis leur demandons de se présenter rapidement. Enfin, nous commençons un premier tour de table sur les inégalités sexistes qu'ils.elles perçoivent dans la société.

« Entrer dans l'arène est toujours un peu difficile », dit un intervenant^[2]. « Les jeunes nous testent. C'est une position inconfortable qui oblige à être à la fois cadrant et bienveillant. Il faut faire respecter des règles de prise de parole, savoir recentrer ou clore quand la discussion devient hors sujet, et en même temps susciter la confiance et le dialogue. »

08:45 Un élève réagit à notre première vidéo sur le sexisme : « Les filles qui portent un décolleté trop plongeant, elles provoquent, ce n'est pas étonnant si après... ». On cherche d'autres points de vue : « Les autres, qu'en pensez-vous ? A-t-on le droit de s'habiller comme on veut ? Est-ce qu'on cherche à envoyer un message aux garçons quand on porte un décolleté ou une jupe ? »

09:15 Une élève prend au hasard une carte-message, qui postule : « La jalousie est une preuve d'amour. » Réaction de l'élève : « Le vrai amour, ça n'existe pas de toute façon ! Au moins la jalousie ça prouve qu'il tient un minimum à toi ! ». On remet en perspective : « C'est quoi une preuve d'amour ? ». « C'est normal si un garçon ou une fille interdit à l'autre de sortir sans lui ou elle, il ne faut jamais faire confiance ! » assure une élève. On élargit le débat : « Ai-je de tels droits dans un couple ? », on évoque la possessivité, les risques provoqués par une attitude de contrôle sur l'autre. « Une relation se construit-elle sur de la méfiance ? »

Pendant l'intervention, explique un animateur, « il est indispensable de ne pas juger, on est là pour informer, dialoguer,

déconstruire ; quand on entend des choses qui nous font bondir ("les prostituées aiment ça" ou "si j'avais un fils pédé, je le tuerais") on rappelle le cadre de la loi, ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Notre rôle est celui d'un relais qui permette que la discussion s'établisse entre les élèves. La question est toujours "vous, qu'en pensez-vous ?" »

09:45 Un garçon explique à un autre ce qu'est la contraception d'urgence. Nous n'avons besoin que de préciser qu'elle n'est efficace que pendant deux à cinq jours pour parfaire l'explication.

10:00 On en vient à la pornographie. « C'est pas vraiment violent... » dit un garçon. « Enfin, ça dépend des films quand même ! » réagit un autre. « Vous êtes des malades ! » répond une fille. On pose l'enjeu : « Est-ce que cela correspond à des relations basées sur l'écoute de l'autre, la non-violence, le respect des limites fixées par chacun, la prise en compte du désir féminin ?... »

10:35 En salle des profs, durant la récréation, l'équipe échange sur la teneur des débats et les difficultés rencontrées.

11:00 Nouvelle classe. Un garçon tire une carte-message. « Si j'ai un ami gay, c'est sûr, il va vouloir me draguer ! » dit la carte. « Oui, c'est vrai ! », s'exclame l'élève. On fait un tour de table. « Qu'en pensez-vous ? » Le mot « cliché » est prononcé. « A-t-on le droit d'aimer qui l'on veut ? Cela change-t-il notre personnalité ? Quel est le rôle d'un véritable ami ? ». La grande majorité de la classe désapprouve le commentaire de l'élève et soutient le droit à la liberté d'aimer.

12:15 Après une courte vidéo de témoignage sur la prostitution des mineur.e.s, on aborde la question du michetonnage. « Ben c'est pas vraiment de la prostitution », juge une élève. « Mais si, t'es dingue ou quoi ?! » réagit un autre. Nous les amenons à préciser : « Que désigne le michetonnage concrètement ? » et remettons les choses en perspective : « Ce sont



[1] D'après la trame d'une journée organisée par la délégation des Hauts-de-Seine.

[2] Ces propos et les suivants ont été rapportés par plusieurs intervenant.e.s des délégations de l'Hérault, du Loiret, des Bouches-du-Rhône.

AVEC LE MOUVEMENT DU NID

bien des actes sexuels contre quelque chose. Quels peuvent être les risques dans ce genre de situation ? »

13:00 Le déjeuner avec l'équipe enseignante permet une discussion sur les enjeux de l'égalité filles-garçons et sur les façons d'intégrer cette exigence à l'intérieur de chaque discipline.

13:30 Nouvelle classe. Les élèves ont demandé cette fois-ci à être séparés, filles d'un côté, garçons de l'autre. Nous voyons toujours les classes en demi-groupe pour favoriser la liberté des échanges.

13:45 Pour travailler sur l'estime de soi, nous leur proposons de lister en 3 minutes leurs qualités et points forts. Trois élèves sont absolument convaincues de n'en avoir aucun ! Le groupe les aide à en trouver. Puis on reprend l'exercice avec une feuille qui en propose une centaine.

15:00 Grand débat sur le consentement. « *Quand la personne dit rien ou dit "oui" sur un ton hésitant, on ne sait pas si elle est d'accord ou pas !* » dit un garçon. « *Quand une fille dit "non", des fois elle dit "naaan..", ce n'est pas clair son message !* », renchérit son copain. À l'animateur de leur faire prendre du recul. « *Est-ce que l'important, ce n'est pas de dire qu'on est d'accord, qu'on en a vraiment envie... ?* ». « *On ne va pas signer un contrat avec la personne non plus !* » s'exclame un garçon. « *Non, mais on peut déjà éviter de s'en fiche et se poser des questions sur pourquoi la personne pourrait dire oui alors qu'elle n'en a pas envie...* », lui répond une fille.

15:15 On parle de prostitution. « *Avoir des relations sexuelles avec des personnes qui ne m'attirent pas, et à des*

moments où je ne le souhaite pas forcément, est-ce que cela peut bien se passer ? » demande l'animatrice. Puis on parle du « client » : « *A-t-on le droit d'être "client" en France ? Au fond, est-ce que le consentement et le désir peuvent s'acheter ?* »

15:20 On termine sur des notions positives. « *Si on récapitule, qu'est-ce qu'un acte sexuel qui se passe bien ?* ». « *C'est quand ça se passe dans le consentement ; le respect, l'écoute, quand on se met pas la pression et qu'on en a vraiment envie* » résumant les élèves.

15:30 Fin de la séance. On rappelle quels sont les adultes disponibles dans l'établissement et les centres d'aide à contacter en cas de difficulté. On fait passer un questionnaire d'évaluation... et on traîne un peu pour ranger nos documents. Un temps qui permet à une jeune fille de venir nous confier qu'elle a subi des violences. On prend le temps de l'écouter et de l'orienter vers l'infirmière. Si elle ne souhaite pas le faire elle-même, on signalera la situation – comme toute situation de danger dont on aurait eu connaissance (lire aussi p. 19) – à l'infirmière ou au responsable d'établissement.

16:30 Retour à la délégation. « *C'est difficile d'évaluer l'impact de nos actions* » confie un intervenant. Heureusement, les fiches d'évaluation des élèves donnent un premier retour : « *J'ai appris beaucoup de choses !* », « *C'était bien parce qu'on ne parle jamais de ces sujets* », « *On a pu s'exprimer sans tabous et poser toutes nos questions* », ou encore « *Je me suis senti concerné* »... Une fiche porte ce commentaire : « *Je n'ai pas aimé car je savais déjà tout !* »

16:45 Une infirmière scolaire appelle. Elle souhaite organiser des interventions dans son établissement mais n'a qu'un maigre budget : 1 000 euros pour toutes les actions et pour toute l'année : drogue, sécurité routière, santé... Nous demandons une petite participation mais celle-ci ne couvrira pas nos coûts de fonctionnement réels. Autre souci : nos plannings étant pleins au moins trois ou quatre mois à l'avance, faute de fonds pour embaucher plus de personnel, il faudra sans doute prévoir cette intervention pour l'année prochaine. .../...

Les séances peuvent permettre la mise à jour de problèmes jamais résolus. Une délégation a vu récemment une jeune fille de 3^{ème} fondre en larmes lors de l'intervention. Une photo humiliante d'elle circulait dans le collège depuis la 6^{ème} et personne ne s'en était jamais inquiété. Ou encore, un élève de 6^{ème} est venu dire aux intervenants qu'il était addict au porno. Il allait sur Internet et son père lui donnait des revues. Il n'avait jamais rencontré un adulte qui lui ait permis de réfléchir à ce qu'il faisait. Il en souffrait mais ne pouvait en parler à personne.

NOTRE PARI : MISER SUR L'IMPLICATION DES JEUNES

Lorsque les délégations du Mouvement du Nid interviennent dans un établissement scolaire, leur première préoccupation est d'abord de bien faire comprendre aux jeunes qu'on est là pour leur donner la parole, les écouter, les faire réfléchir ensemble, et non pour venir militer ou leur donner des injonctions. De plus, la sexualité est un sujet délicat : « *Il faut se sentir à l'aise, être au clair avec soi-même et ses propres contradictions* ».

Il faut donc prendre le temps de poser ce cadre, par exemple, en modifiant la physionomie de la salle pour marquer la rupture avec un cours habituel : placer les chaises en arc de cercle permet que tout le monde soit au même niveau, y compris l'animateur.trice...

SUSCITER LE QUESTIONNEMENT

Le rôle de l'animateur.trice est clairement annoncé dès le début de la séance : amener un sujet, un thème, généralement au moyen d'un support (par exemple une courte vidéo ou un jeu de cartes à messages).

Les jeunes sont invités à exprimer leurs impressions, leur avis, leurs questions ; les intervenant.e.s de l'association régulent la prise de parole (les élèves sont souvent peu habitués à débattre entre eux et à s'écouter) et apportent des éléments d'information : rappels de la loi, conséquences possibles de tel ou tel acte, mention d'outils pour avoir de l'aide. Il est également demandé aux élèves d'éviter d'évoquer des situations personnelles ou connues dans l'établissement.

Notre maître-mot : rester dans le questionnement. Que celui-ci soit suffisamment précis et efficace pour que ce soit les élèves eux-mêmes qui apportent, avec leurs mots, des idées positives et des conseils. La limite de l'exercice reste bien sûr l'obligation de condamner tout appel à la malveillance et à la violence.

Enfin, chaque séance se termine par un récapitulatif des idées positives qui ont été abordées par les jeunes, et des personnes et services d'aides disponibles à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement pour les écouter, les conseiller et les protéger.

DES OUTILS PARTICIPATIFS

Parmi les outils et les supports utilisés, citons les cartes-messages et le théâtre-forum. Les cartes-messages proposent différentes affirmations, par exemple « *Mon petit ami m'interdit de parler à d'autres garçons du lycée* ». Chaque élève lit la carte de son choix et le débat est lancé. Selon l'âge et les objectifs recherchés, on peut enlever les cartes abor-



Les jeunes eux-mêmes peuvent devenir créateurs de leurs propres outils. Ici, les badges ont été réalisés à la fin de l'intervention à partir de slogans et d'illustrations choisis ou créés par les élèves.

dant la prostitution ou les agressions sexuelles ou accentuer le côté jeu en proposant de tirer une carte au hasard. Il s'agit donc d'un outil très adaptable. Il s'appuie sur des fictions, des personnages, une médiation qui ne place pas les élèves en risque d'avoir à parler directement de leur cas personnel en public. L'objectif est de les amener à s'identifier aux situations.

Le théâtre-forum, excellent outil, mise sur la prévention par les pairs. Le spectacle « *Filles, garçons, demain nous appartient* », développé depuis 2015 par la délégation des Hauts-de-Seine du Mouvement du Nid, offre aux jeunes de monter sur scène avec des comédien.ne.s professionnels pour trouver eux-mêmes des issues positives à des situations sexistes, au cyber-harcèlement, au chantage à caractère sexuel, et au recours à la prostitution.

L'espace protégé qu'est le théâtre leur permet d'expérimenter des rôles et des arguments, de s'extraire de leur condition d'élève en leur donnant une responsabilité, et démontre leur pouvoir d'agir. C'est un moment fort qui marque les esprits et fabrique des rôles-modèles bienveillants à l'intérieur d'une classe. Le théâtre permet aussi d'illustrer les violences de la prostitution, le ressenti des victimes de façon plus concrète.

Les jeunes, eux-mêmes, peuvent devenir créateurs de leurs propres outils, affiches, badges, etc. La délégation des Bouches-du-Rhône a ainsi organisé avec 60 jeunes la création d'affiches sur le stand du Salon des Jeunes de Martigues (mai 2017). Un geste d'engagement citoyen qui rend l'élève promoteur ou promotrice d'un message en faveur de l'égalité et de la lutte contre les violences.

DES PISTES POUR FAIRE MIEUX

« C'est difficile d'évaluer l'impact de nos interventions, d'autant qu'elles sont en nombre insuffisant », disent les délégations. « Mais elles sont utiles dans la mesure où les jeunes peuvent parler de sujets dont ils ne parlent jamais. Et, ils prennent réellement conscience de l'asymétrie entre le traitement réservé aux filles et aux garçons ».

Les intervenant.e.s enregistrent de nombreux retours positifs et des remerciements d'élèves : « On fait parfois face à des réactions décourageantes mais aussi à des élèves très conscients de l'injustice que sont le sexisme et les inégalités. Notre présence leur permet de se sentir confortés et de recevoir un soutien. » Des délégations notent le fait que beaucoup de jeunes, filles et garçons, sont ouverts au dialogue et capables de changer de regard.

De l'avis général, le point fort de ces interventions est qu'elles permettent aux jeunes d'aborder des sujets dont ils n'ont pas l'occasion de parler avec des adultes. Elles suscitent leurs questionnements (sur le « consentement » par exemple), remettent en question leurs représentations. Elles peuvent également permettre la mise à jour de problèmes jamais résolus. La délégation des Hauts-de-Seine a vu récemment une jeune fille de 3^{ème} fondre en larmes lors de l'intervention. Une photo humiliante d'elle circulait dans le collège depuis la 6^{ème} et personne ne s'en était jamais inquiété.

La diversité des milieux sociaux, des cultures, des niveaux, que nous prenons en compte lors de l'élaboration sur mesure d'une intervention, n'est pas un obstacle en soi, même si elle nous impose des ajustements : « Il y a les élèves qui ne savent pas formuler leur pensée, ceux qui vivent eux-mêmes des violences, ceux qui ont des tabous et qui refusent d'aborder les questions d'égalité et de sexualité... Selon les milieux, le bilan peut être surprenant : on peut parfois obtenir de meilleurs résultats en 5^{ème} qu'en terminale ; et de meilleures réactions dans une banlieue où les jeunes réagissent avec spontanéité que dans certains beaux quartiers régis par le politiquement correct où les réponses sont données pour nous faire plaisir. »

La première difficulté est celle du financement : les établissements font au mieux avec des subventions non pérennes, aux origines diverses et fluctuantes : DDCS, conseils départementaux, Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), financements de la Région, des mairies... Ils n'ont pas de budget suffisant ni d'autonomie financière. Un lycée peut avoir 1 000 € en tout et pour tout pour financer toutes les interventions sur tous les sujets (santé, sécurité routière...) Nos équipes ne peuvent demander qu'une participation généralement en deçà du coût réel, ce qui met en jeu, à terme, notre capacité à satisfaire les demandes d'intervention.

Les établissements ont également tendance à se reposer sur les infirmières scolaires alors qu'elles ne sont pas formées,

n'ont pas d'outils et sont en nombre insuffisant – il est commun qu'une seule infirmière scolaire intervienne dans plusieurs établissements. Or, sans formation, il ne leur est pas toujours possible de déceler les situations de michetonnage en lycée par exemple.

Certains établissements se comportent en consommateurs d'interventions et casent en une semaine tous les sujets de société à traiter : drogues, sécurité routière, relations filles/garçons... D'autres, dans les « beaux quartiers », ont des réticences à organiser une action sur ces sujets, de peur de ternir l'image de leur lycée : les appels d'infirmières y restent souvent sans suite.

Parmi les pistes d'amélioration, nous recommandons :

- **Garantir des moyens humains et financiers.** De plus en plus de demandes de la part des établissements... et de moins en moins de financements pour les réaliser.

- **Faire moins mais mieux.** Dans les zones prioritaires, les élèves sont déjà saturés de projets.

Voir moins d'élèves mais les rencontrer lors de 3 à 4 séances. Avoir un suivi de façon à installer la confiance et mesurer si les idées ont germé ou suscité de nouvelles questions.

- **Participer à des comités locaux,** être présents dans les réunions départementales ou académiques ; établir des partenariats sur le modèle de la délégation de l'Essonne par exemple avec des organismes qui impulsent une volonté et coordonnent les actions.

- **Former les personnels enseignants et les infirmières scolaires.** Qui, pour le moment, sont souvent très démunis et n'ont les moyens que de travailler dans l'urgence, pas sur le fond.

- **Intégrer la question dans le cadre de projets d'établissements.** Des professeurs d'éducation physique ont ainsi interpellé le Mouvement du Nid au cours d'une semaine sur la santé et les violences.

- **Rendre les séances obligatoires.** La seule obligation actuelle est assez floue : une action par cycle et par an.

Certains lycées ne font rien, la priorité allant aux addictions.

- **Avancer vers plus de transversalité.** Les enseignant.e.s peuvent établir des liens avec leur propre matière : par exemple, lier la question des relations filles/garçons aux cours d'histoire, de français, d'éducation physique...

- **Impliquer l'ensemble de la société** comme le demande le Haut Comité à l'Égalité Femmes/Hommes (2016) en élargissant la prévention à l'ensemble des espaces de socialisation des jeunes : protection judiciaire de la jeunesse, missions locales, centres de loisirs, fédérations sportives (un lieu majeur de production de stéréotypes et d'insultes à caractère sexuel !), etc. ● .../...

DES OUTILS PÉDAGOGIQUES qui restent en mémoire

Inspirées de leur quotidien, de leurs questions et de leurs rêves, nos brochures permettent aux collégien.ne.s et lycéen.ne.s de revisiter à tout moment les thèmes abordés avec les intervenant.e.s du Mouvement du Nid.

Filles/Garçons, entre nous on change quoi ? (collèges) ■



2011, mis à jour en 2014

Un ton ludique et respectueux, des jeux, des tests et beaucoup d'informations : les collégien.ne.s deviennent les architectes des relations filles-garçons qu'ils désirent. Dans cette brochure, on apprend à troquer « les coups de pression », la violence... pour des échanges sur un pied d'égalité !

En 36 pages illustrées et en couleur, notre brochure développée en cohérence avec les recommandations du *Guide d'intervention du ministère de l'Éducation nationale pour les collèges et les lycées* a été testée auprès d'adolescent.e.s pendant sa conception. C'est un outil idéal pour aborder les enjeux de l'égalité et la prévention du risque prostitutionnel et des autres violences sexistes.

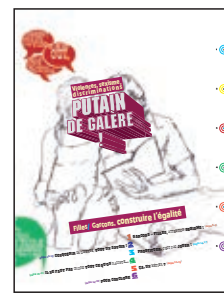
Filles/Garçons, entre nous on change quoi ? se base sur des situations banales, tirées des récits des jeunes que nous avons rencontrés. Nous discutons ainsi de choses familières, loin de la dramatisation ou des « clichés » qui cachent la réalité. Nous nous plaçons dans **une stratégie de prévention en termes positifs, qui incite les jeunes à devenir acteurs et actrices de leurs vies, en développant leurs compétences psycho-sociales** : la réflexion critique, la capacité à exprimer ses opinions et ses sentiments, la compréhension de ses émotions, l'estime de soi et le respect d'autrui. ●

Prostitution, putain de galère ! (lycées)

« La prostitution, on en parle partout et pourtant, c'est toujours aussi tabou. Des prostituées, il y en a dans les romans, dans les films et les rubriques de faits divers. On fantasme, on est fasciné ou effrayé, on entend des rumeurs, on partage des préjugés » (extrait de la brochure, page 3).

Prostitution, putain de galère ! alimente les connaissances des jeunes et les aide à mieux mesurer la réalité du phénomène et ses conséquences. En 28 pages illustrées, la brochure balaie largement le sujet de **la prostitution et des autres violences sexistes à travers 5 grands thèmes en lien direct avec les préoccupations des lycéen.ne.s et étudiant.e.s.**

Putain de galère ! c'est également des dizaines d'extraits de témoignages, pour que les réflexions des personnes prostituées sur leur propre expérience soient entendues à leur juste valeur. ●



2008, mis à jour en 2013

Pour toi Sandra, une œuvre plébiscitée d'année en année



Informé sur la prostitution, un sujet qui reste tabou, au moyen d'une « bonne » BD, offrant suspens et personnages marquants. Derib, auteur de dizaines d'albums (Yakari, Buddy Longway...), a relevé le défi. Après la réussite de *Jo* (BD dédiée à la prévention du VIH) il donne vie dans *Pour toi Sandra* à une adolescente traquée par un réseau de prostitution.

Sandra, adolescente en rupture familiale, place en la personne du séduisant Michaël sa confiance et son besoin d'amour. Michaël, un type brutal et manipulateur, lui fait miroiter un avenir meilleur... Doris, la quarantaine, revit en rencontrant Sandra le souvenir d'une période qu'elle a cru pouvoir oublier. L'auteur entrecroise les parcours de ces deux femmes. L'une, Sandra, sur le point de tomber aux mains de proxénètes, l'autre, Doris, vivant avec le souvenir douloureux de sa propre adolescence passée dans

la prostitution. **Une construction en écho, qui permet au scénario d'explorer l'expérience de la prostitution, autant que son « avant » et son « après ».** Ré-éditée en 2016, *Pour toi Sandra* bénéficie d'un cahier pédagogique entièrement actualisé. ●

LE THÉÂTRE, un relais formidable de la prévention !

Les spectacles ci-dessous sont des supports aussi attractifs qu'efficaces, ouvrant de multiples perspectives. *On change quoi ?* est accessible aux plus jeunes, *Demain nous appartient* à tous les publics à partir du lycée.

Demain nous appartient (lycéen.ne.s, jeunes adultes)

Avec une jeune troupe de comédien.ne.s, Les Bradés, ce spectacle de théâtre-forum a été conçu pour aborder les thématiques du Mouvement du Nid avec les jeunes par l'approche participative. *Filles, Garçons, demain nous appartient* vise l'échange de façon ludique et dynamique, vitalisé par une dose d'improvisation, sur l'égalité femmes-hommes, le sexisme dans les relations affectives, la violence sexuelle, l'achat d'un acte sexuel, la réalité de la prostitution...



Ce spectacle se compose de deux parties bien distinctes. Il débute par la partie participative, durant laquelle les comédien.ne.s interprètent une première fois des saynètes où les personnages adolescents se retrouvent en difficulté, à propos de leur choix de métier, face à une situation de harcèlement, ou encore sous pression de l'influence du groupe.

La saynète est alors jouée une nouvelle fois, en demandant aux élèves de la stopper lorsqu'ils estiment qu'un des personnages est en difficulté. Les élèves peuvent monter sur scène et intervenir de manière positive, en proposant des solutions ou des arguments pour aider le personnage subissant la situation sur scène.

Pour cette partie participative, une meneuse de jeu régule et favorise les échanges entre les jeunes et les intervenants. Son rôle est capital pour mener à bien le processus d'implication des jeunes. Nous nous appuyons sur la troupe à cet égard, Les Bradés ayant déjà une forte expérience forgée à travers plusieurs spectacles participatifs et d'improvisation.

Les saynètes montrent des situations parfois difficiles – par exemple, le harcèlement – mais l'effet d'identification joue à plein et les jeunes spectateurs/trices sont très demandeurs de monter sur scène, d'exprimer comment le personnage pourrait résoudre son problème, obtenir de l'aide et du soutien et retourner la situation.

La seconde partie, non participative, entremêle deux histoires avec l'objectif d'illustrer des engrenages conduisant à des situations à risques. La première histoire est celle d'un jeune homme dont la vision de l'existence est emplies de stéréotypes sexistes. La deuxième histoire met en scène une jeune fille venant d'un cadre familial instable et violent, qui rencontre un homme plus âgé dont elle devient dépendante. ●

On change quoi ? (collégien.ne.s)

On change quoi ? est une pièce à dimension artistique, humaine et éducative, pour bâtir des relations plus égalitaires entre les filles et les garçons. Entre Fanny (14 ans), et Nathalie, sa marraine, entre Melchior (15 ans) et l'assistant social de son collège, Philippe, se tissent des liens. Par mail, webcam, texto ou portable, ces adolescents s'interrogent, se révoltent parfois, partagent leur mal-être, leurs joies. Entre jeunes et adultes, on parle...

Cette création multimédia met en scène Philippe et Nathalie, tandis que Fanny, Melchior et leurs amis, interprétés par de jeunes comédien.ne.s de grand talent, sont présents par vidéo interposée. L'ensemble peut s'installer dans une salle de classe.

Avec pudeur et humour, *On change quoi ?* aborde de nombreux sujets, avec un effet d'identification maximal pour le jeune public : l'amitié, les relations amoureuses, la sexualité ; l'égalité et le sexisme ; les difficultés, voire les drames, comme la jalousie et le chantage affectif, mais aussi les violences sexuelles et le risque prostitutionnel. *On change quoi ?* parle de respect, de la confiance en soi, de la parole qui libère, des sentiments qui s'expriment, de la petite voix intérieure qui protège. Le ton est actuel, comme celui de notre brochure *Filles-Garçons, on change quoi ?* (cf. p. 28) dont cette pièce est l'adaptation. ●

